

pour communiquer avec leurs homologues d'un autre pays, doivent emprunter la voie diplomatique et se plier au droit de regard du pouvoir exécutif. Ce n'est sûrement pas une méthode idéale pour détecter l'argent de la drogue et de la corruption, qui se déplace à grande vitesse – et à peu de frais – dans les circuits financiers internationaux. Et pour ce qui est des fonds terroristes, il faut encore ajouter les difficultés inhérentes à la détection de sommes très mineures, qui se confondent aisément dans le flux des transactions faites par des milliers d'individus et de petites compagnies.

L'entraide judiciaire est également compromise par l'instrumentalisation dont les enquêtes antiblanchiment ont fait l'objet. La chasse aux narcodollars menée par les États-Unis en est un exemple frappant. Des banques étrangères sont épinglées, mais leurs liens avec des institutions financières américaines demeurent toujours dans l'ombre. Les autorités de contrôle sont également discrètes lorsqu'il s'agit de poursuivre les entrepreneurs qui soudoient des fonctionnaires dans les régions en voie de développement.